



Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur l'Examen périodique universel
Trente-cinquième session
20-31 janvier 2020

Résumé des communications des parties prenantes concernant la Turquie*

Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

I. Cadre général

1. Le présent rapport a été établi en application des résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme, en tenant compte de la périodicité de l'Examen périodique universel. Il s'agit de 100 communications de parties prenantes à l'Examen périodique universel¹, présentées sous une forme résumée en raison de la limite fixée à la longueur des documents.

II. Renseignements reçus des parties prenantes

A. Étendue des obligations internationales² et coopération avec les mécanismes et organes internationaux de protection des droits de l'homme³

2. Plusieurs parties prenantes recommandent de ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées⁴. La Commission internationale de juristes (CIJ) et Human Rights Agenda Association (HRAA) exhortent la Turquie à ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels⁵. La HRAA, Human Rights Watch (HRW), la CIJ, les auteurs des communications conjointes n^{os} 3 et 48 demandent instamment de ratifier le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁶. La HRAA recommande de ratifier les documents ayant trait aux articles du Statut de Rome relatifs aux éléments de crimes, au Règlement de procédure et de preuve et aux privilèges et immunités⁷.

3. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 3 et 45 recommandent de ratifier la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement⁸. HRW, les auteurs des communications conjointes n^{os} 40 et 45 recommandent de ratifier la Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits des minorités⁹.

* La version originale du présent document n'a pas été revue par les services d'édition avant d'être envoyée aux services de traduction.



La Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) recommande à la Turquie de signer et ratifier le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires¹⁰. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) recommande une nouvelle fois aux autorités turques de ratifier le Protocole n° 12 à la Convention européenne des droits de l'homme¹¹.

4. HRW, Association for Monitoring Equal Rights (AMER)/(Eşit Haklar İçin İzleme Derneği – ESHİD) et les auteurs de la communication conjointe n° 33 recommandent de retirer la réserve à l'article 27 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹². La HRAA et l'ESHID recommandent de lever les réserves au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que toutes les réserves et déclarations formulées à la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (PF-CDE-CA) et au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (PF-CDE-VE), cependant que la HRAA et les auteurs de la communication conjointe n° 3 recommandent de retirer la réserve au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications¹³.

5. HRW, la HRAA et les auteurs de la communication conjointe n° 48 recommandent à la Turquie de lever la limitation géographique posée au Protocole de 1967 à la Convention relative au statut des réfugiés¹⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 37 recommandent l'adhésion à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie¹⁵.

6. KYM International recommande d'inviter le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et d'association à se rendre en visite en Turquie¹⁶. La Fondation SERA et les auteurs de la communication conjointe n° 22 recommandent d'autoriser le Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée et le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste à effectuer une visite officielle dans le pays¹⁷.

B. Cadre national des droits de l'homme¹⁸

7. Amnesty International (AI) fait observer que la Turquie n'a pas progressé dans la mise en œuvre d'un grand nombre des recommandations qu'elle avait acceptées lors de son Examen périodique universel (EPU) précédent, et que la situation des droits de l'homme s'est rapidement détériorée pendant les deux ans d'état d'urgence¹⁹.

8. De nombreuses parties prenantes observent qu'un état d'urgence de trois mois a été décrété à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Au 18 juillet 2018, le Gouvernement l'avait renouvelé à sept reprises. C'est dans cette conjoncture que le Gouvernement a introduit une série de modifications législatives par le jeu de décrets-lois d'urgence (environ 32 décrets pris au titre de l'OHAL) et ainsi contourné la procédure législative ordinaire, ce qui a entraîné des modifications permanentes du cadre juridique, du système de gouvernement et du modèle de gouvernance démocratique. Ces parties prenantes recommandent d'abroger l'ensemble des lois et décrets promulgués en vertu de l'état d'urgence et d'autres dispositions légales qui restreignent arbitrairement les droits de l'homme, dont la loi n° 7145²⁰.

9. Relevant que le Médiateur du peuple et l'Institution nationale de défense des droits de l'homme et de l'égalité ne satisfont pas aux critères des Principes de Paris et aux Recommandations de politique générale n°s 2 et 7 de l'ECRI s'agissant de leur statut, de leur structure, de leur fonction, de leurs activités, de leur indépendance financière et opérationnelle, de l'indépendance et de l'admissibilité des membres de leur Bureau, et de la composition dudit Bureau, des parties prenantes recommandent de réviser le texte de loi qui en a porté création²¹. L'ECRI fait part de préoccupations et de recommandations similaires²².

10. De nombreuses parties intéressées recommandent à la Turquie de s'acquitter de ses obligations au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en créant un mécanisme

national de prévention chargé d'effectuer régulièrement des visites inopinées et ponctuelles dans tous les lieux de détention²³.

11. L'ECRI réitère sa recommandation de charger un organe totalement indépendant de la police, des autres forces de sécurité et des services du ministère public d'enquêter sur des allégations de comportements répréhensibles de leurs membres, y compris de mauvais traitements, en confiant explicitement au Médiateur la gestion de ce type de problèmes²⁴. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 8 et 39 recommandent de dispenser aux agents de la force publique, au personnel pénitentiaire, aux juges et aux procureurs une formation sur les droits de l'homme²⁵.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Questions touchant plusieurs domaines

*Égalité et non-discrimination*²⁶

12. Les auteurs de la communication conjointe n^o 30 notent que les Kurdes restent en butte à diverses formes de discrimination²⁷. L'ECRI recommande aux autorités de supprimer des manuels scolaires tout contenu raciste ou propre à alimenter les stéréotypes, l'intolérance ou les préjugés à l'égard des groupes minoritaires. Elle recommande aux agents de l'État et aux dirigeants politiques de tous niveaux de cesser de pratiquer le discours de haine²⁸.

13. L'ESHID et les auteurs de la communication conjointe n^o 2 observent que bien que la Turquie ait appuyé les recommandations relatives à l'adoption d'une loi globale de lutte contre la discrimination lors du cycle de l'EPU de 2015, aucune évolution n'a été constatée depuis lors²⁹. HRW et les auteurs de la communication conjointe n^o 8 recommandent l'adoption d'une législation d'ensemble contre la discrimination³⁰. L'ECRI recommande d'inclure dans le Code pénal l'interdiction de la discrimination fondée sur l'origine ethnique, la couleur, la langue, la nationalité, l'orientation sexuelle et l'identité de genre afin de combattre le racisme et l'homophobie/la transphobie, et de supprimer la restriction prévue à l'article n^o 216³¹.

14. L'OSCE/BIDDH conclut que les forces de l'ordre turques n'ont pas pris en compte les motivations partiales des crimes de haine³². Les auteurs des communications conjointes n^{os} 2 et 27 relèvent que la violence sexiste, les discours de haine contre les groupes défavorisés, les crimes de haine et les violations des droits fondamentaux des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI+) restent très préoccupants et recommandent que les dispositions relatives à « l'ordre public », « la santé publique » et « la moralité publique » ne soient pas appliquées aux défenseurs des droits des LGBTI+ et que les violences et la discrimination à leur encontre fassent l'objet de condamnations³³.

*Développement, environnement, entreprises et droits de l'homme*³⁴

15. Certaines parties prenantes déclarent que la confiscation des biens de près de 942 entreprises a porté atteinte au droit à la propriété. En effet, pendant l'état d'urgence, 1 767 fondations, syndicats et fédérations et 109 résidences universitaires, 934 écoles privées, 15 universités, 49 établissements médicaux, 15 agences de presse, 20 chaînes de télévision, 25 radios, 70 journaux, 20 périodiques et 29 maisons d'édition ont été fermés par des décrets-lois, en raison de leur prétendue implication dans la tentative de coup d'État manquée. Ce sont en valeur nette 20 milliards de dollars de capitaux propres et d'actifs qui ont été saisis et transférés aux « administrateurs » du Fonds d'assurance des dépôts d'épargne en vertu de ces instruments. Le Gouvernement a également confisqué les biens d'ONG, d'universités et d'établissements d'enseignement supérieur, de fondations, d'entreprises, d'organisations caritatives et de syndicats, au prétexte qu'ils étaient la propriété du mouvement Gülen, considéré comme une organisation terroriste. Les procédures d'enquête et de confiscation d'avoirs n'ont fait l'objet d'aucune décision judiciaire claire. Les parties prenantes recommandent de restituer tous les biens et d'indemniser les victimes³⁵. Les auteurs de la communication conjointe n^o 7 et le Blue

Tulip Human Rights Center (BTHRC) observent que le Fonds de garantie de l'épargne et des dépôts a injustement saisi les comptes et actifs de déposants et actionnaires de Bank Asya, compromettant ainsi l'indépendance de l'appareil judiciaire et violant le droit à la propriété et à la protection des données personnelles³⁶.

16. La Turquie ayant refusé à KYM International l'accès à ses dossiers après avoir mis fin à ses opérations de secours et gelé ses comptes bancaires sans autorisation de justice ou fondement légal, l'ONG estime que la Turquie a violé les droits que lui confère la loi sur la liberté de l'information³⁷.

*Droits de l'homme et lutte antiterroriste*³⁸

17. AI constate que la Turquie a accepté certaines recommandations visant notamment à mettre le Code pénal et la loi antiterroriste en conformité avec ses obligations internationales. Ce sont au total 44 690 personnes qui ont été emprisonnées pour des infractions liées au « terrorisme », dont des journalistes, des militants politiques, des avocats, des universitaires (dont les signataires d'un appel en faveur de la paix en 2016), des défenseurs des droits de l'homme et d'autres encore après la tentative de coup d'État. Ces mesures outrepassent largement l'objectif légitime consistant à procéder à une enquête et à traduire les responsables en justice³⁹.

18. Le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (le Commissaire) déclare que certaines dispositions pénales relatives à la sécurité de l'État et au terrorisme sont susceptibles d'application arbitraire en raison de leur formulation vague et d'une interprétation exagérément large des concepts de propagande terroriste et de soutien d'une organisation terroriste. Elles s'appliquent ainsi notamment à des déclarations et personnes dont il est manifeste qu'elles n'incitent pas à la violence⁴⁰. Diverses parties prenantes notent que plusieurs dispositions de la loi n° 3713 concernant l'appartenance à des organisations terroristes et la propagande en leur faveur ne donnent pas de définition des actes qui seraient constitutifs de terrorisme, et que d'autres termes essentiels ne sont pas davantage définis. La loi n° 7145 a modifié plusieurs autres lois, dont la loi antiterroriste n° 3713, pour une période de trois ans. Elles recommandent de reformuler le paragraphe 8 de l'article 220 du Code pénal, ainsi que l'article 314 et le paragraphe 7 de l'article 220, afin de prévenir toute violation de l'exercice légitime du droit à la liberté d'expression⁴¹. Plusieurs parties intéressées recommandent également d'aligner les lois antiterroristes sur les normes internationales et européennes en matière de droits de l'homme, afin que les « actes terroristes » soient précisément définis, en modifiant la définition du « terrorisme » figurant à l'article 1 et celle du « terroriste », et en abrogeant ou modifiant le paragraphe 2 de l'article 6 et le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi antiterroriste⁴². L'Istanbul Bar Association Human Rights Centre (IBAHRC) fait savoir que le droit de visite des personnes accusées d'infractions en vertu de la loi n° 3713 a été restreint et que l'accès aux services de santé et aux espaces communs en milieu pénitentiaire leur est refusé⁴³.

19. Le Commissaire estime que les opérations antiterroristes menées dans le sud-est de la Turquie ne reposent pas sur une base juridique suffisante et se caractérisent par un recours excessif à la force. Le Commissaire insiste sur la nécessité d'exécuter les nombreux arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en la matière⁴⁴.

2. Droits civils et politiques

*Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne*⁴⁵

20. Les auteurs de la communication conjointe n° 29 se disent préoccupés par des déclarations visant à rétablir la peine de mort au prétexte de la lutte contre le terrorisme. Ils recommandent à la Turquie de respecter les obligations qui lui incombent au titre du deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques⁴⁶.

21. La Human Rights Association (İnsan Hakları Derneği – IHD), les auteurs de la communication conjointe n° 30 et la Human Rights Foundation of Turkey (HRFT) rapportent qu'entre août 2015 et août 2016, au moins 321 civils ont été tués pendant les couvre-feux et les conflits. Dans leur grande majorité, les enquêtes diligentées se sont

soldées par l'absence de poursuites. Ils recommandent de mener des enquêtes efficaces en cas d'allégations graves de violations du droit à la vie⁴⁷.

22. Le Commissaire estime que nombre de droits de l'homme d'une importante population du sud-est de la Turquie ont été violés dans le cadre des opérations de lutte contre le terrorisme menées depuis août 2015⁴⁸. L'ECRI recommande aux autorités turques d'assurer la sécurité des civils et de prodiguer des soins aux personnes blessées lors des opérations lancées contre le PKK⁴⁹. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 32 et 42 recommandent de mettre fin aux enlèvements et aux disparitions forcées, d'en traduire les auteurs en justice et de permettre aux victimes ramenées de force de retourner sur les lieux de leur enlèvement⁵⁰.

23. Advocates for Dignity (AFD), les auteurs des communications conjointes n^{os} 12 et 47 recommandent à la Turquie de condamner la torture et les mauvais traitements et d'obliger ceux qui les pratiquent à rendre des comptes⁵¹. La HRFT recommande de mener des enquêtes conformément au Protocole d'Istanbul et de créer une unité indépendante chargée d'enquêter sur les plaintes déposées contre des personnes soupçonnées d'actes de torture⁵².

24. De nombreuses parties prenantes relèvent que les membres du « mouvement Gülen » font l'objet d'une surveillance et d'un harcèlement intenses de la part des forces de sécurité, que plus de 50 000 personnes ont été arrêtées et que certains détenus ont été soumis à la torture⁵³. Small Media (SM) fait observer que ces personnes ont été placées en détention pour leur utilisation alléguée de ByLock, une application de messagerie cryptée⁵⁴. Advocates for Human Rights (AHR), les auteurs des communications conjointes n^{os} 4, 12 et 39 recommandent de réviser les articles 23, 25 et 115 de la loi n^o 5275 afin de limiter l'isolement cellulaire aux circonstances énoncées dans les Règles Nelson Mandela et d'adopter des dispositions législatives répondant aux besoins fondamentaux des détenues, conformément aux Règles de Beijing des Nations Unies⁵⁵. Des parties prenantes ont observé une surpopulation carcérale⁵⁶.

25. The arrested lawyers initiative (ALI) et les auteurs de la communication conjointe n^o 12 indiquent que depuis l'échec du coup d'État, quelque 1 546 avocats ont été poursuivis, 599 arrêtés et détenus arbitrairement et que leurs avocats ont eux-mêmes été arrêtés ou sont la cible d'actes d'intimidation. Des associations d'avocats et de juristes ont été fermées. Quatorze des avocats incarcérés étaient présidents (ou anciennement présidents) du barreau de leur province respective et 311 avocats ont été reconnus coupables et condamnés⁵⁷.

*Administration de la justice, impunité et primauté du droit*⁵⁸

26. Plusieurs parties intéressées observent une escalade des tortures et des violences infligées aux détenus alors même que le personnel de sécurité susceptible d'avoir commis des crimes au nom du Gouvernement a joui de l'immunité de poursuite pendant et après la tentative de coup d'État. Elles recommandent d'abroger toute disposition accordant à titre rétroactif l'immunité de toute responsabilité juridique, administrative, financière et pénale en cas d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements, en particulier les décrets-lois d'urgence n^o 667, art. 9 1) de 2016, n^o 668, art. 37) et n^o 696, art 121), et certains articles connexes de la loi n^o 4483⁵⁹. Le Commissaire exhorte les autorités à s'attaquer aux nombreuses causes structurelles de l'impunité qui règne en Turquie⁶⁰.

27. Plusieurs parties prenantes observent qu'en mai 2017, le Gouvernement a créé la « Commission d'enquête sur l'état d'urgence » (la Commission) par le jeu du décret-loi n^o 685 afin d'évaluer les demandes concernant les actes administratifs accomplis au titre des décrets-lois pendant l'état d'urgence. La Commission a été saisie de recours formés contre plus de 130 000 licenciements de fonctionnaires et d'agents publics à la suite de la tentative de coup d'État. L'inefficacité de cette structure a empêché des dizaines de milliers de personnes d'avoir accès à la justice et à des réparations efficaces, seules 7 600 recours ayant été acceptés⁶¹. La Commission de Venise s'est déclarée préoccupée par le non-respect des droits fondamentaux à un procès administratif équitable des fonctionnaires renvoyés en vertu des décrets-lois⁶². Les auteurs de la communication conjointe n^o 25 recommandent de modifier le cadre relatif aux juges de paix statuant en matière pénale⁶³.

28. L'AFD, Platform for Peace and Justice (PPJ), les auteurs des communications conjointes n^{os} 17 et 49 observent qu'avant même la tentative de coup d'État et l'état d'urgence qui s'en est suivi, l'impartialité du pouvoir judiciaire turc suscitait des préoccupations croissantes. Depuis le coup d'État manqué, des mesures énergiques ont été prises pour modifier les lois et l'appareil législatif⁶⁴.

29. De nombreuses parties prenantes observent que le pouvoir exécutif a étendu son contrôle sur le pouvoir judiciaire. Le système judiciaire est dépourvu de toute indépendance ou impartialité véritable. Elles notent que des modifications législatives adoptées par voie de décrets-lois d'urgence et entrées en vigueur en 2019 ont été immédiatement mises en œuvre, permettant au Président de nommer directement les membres de l'appareil judiciaire. Celui-ci a été purgé de tous les opposants présumés qui ont été remplacés par des personnes nommées par le Gouvernement. Au 20 mars 2018, 4 239 juges et procureurs, 165 membres de la Cour suprême et de la Cour des comptes, 6 membres du Conseil supérieur des juges et des procureurs et 2 membres de la Cour constitutionnelle avaient été licenciés sans préavis, 3 500 d'entre eux avaient été arrêtés et au moins 600 juges et procureurs avaient été placés à l'isolement, situation qui a suscité la crainte de représailles chez les personnes encore en poste. Elles recommandent de s'abstenir de tout acte contraire à la séparation des pouvoirs et de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire ; d'interdire au pouvoir exécutif de tenter de faire pression sur le pouvoir judiciaire ou d'entraver son action ; de modifier la législation pour que la nomination des magistrats ait lieu dans le respect des principes d'indépendance et d'impartialité ; et d'autoriser les recours individuels formés devant la Cour constitutionnelle contre les décisions du Conseil supérieur des juges et des procureurs⁶⁵. La CIJ et PPJ recommandent l'abrogation de l'article 26 de la loi n^o 7145 qui proroge de trois ans les pouvoirs d'exception des juges et procureurs⁶⁶.

*Libertés fondamentales et droit de participer à la vie publique et politique*⁶⁷

30. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 4, 12 et 33 notent que la tentative de coup d'État a durablement affecté la liberté religieuse. La Turquie a incriminé et nommé désigné tous les partisans de Fetullah Gülen comme membres d'une organisation terroriste. Près d'un cinquième de la population carcérale qui totalise plus de 260 000 personnes a été inculpé ou condamné pour des actes de terrorisme⁶⁸.

31. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 31 et 41 constatent que l'appartenance religieuse n'est plus mentionnée sur les cartes d'identité nationales. Elle figurerait cependant toujours sur une puce, exposant ainsi les détenteurs de ces documents à la discrimination⁶⁹. Les auteurs de la communication conjointe n^o 40 insistent sur le fait que le statut de minorité s'applique également aux assyriens, aux chaldéens, aux protestants et à d'autres non-musulmans⁷⁰. Plusieurs parties prenantes observent un renforcement des restrictions à la liberté religieuse et des persécutions fondées sur la religion depuis le coup d'État de 2016. La législation ne considère pas les alévis, les protestants, les syriaques, les Témoins de Jéhovah, les bahaïs et les nouvelles religions comme des minorités religieuses. Les médias d'État exercent une discrimination à l'égard des religions minoritaires, tenues pour des agents de l'Occident, et qui, selon le Gouvernement, auraient été impliquées dans le coup d'État⁷¹.

32. L'ECRI recommande aux autorités de s'acquitter scrupuleusement de leur devoir de neutralité et d'impartialité dans la réglementation des questions religieuses, d'abolir les réglementations et pratiques discriminatoires à cet égard et d'accélérer la mise en œuvre des arrêts de la CEDH en la matière⁷².

33. Plusieurs parties prenantes observent qu'il n'existe aucune disposition relative à l'objection de conscience au service militaire obligatoire. Elles saluent les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et recommandent d'abroger l'article n^o 318 du Code pénal turc n^o 5237 et de reconnaître l'objection de conscience⁷³.

34. Plusieurs parties intéressées constatent une forte détérioration de la liberté d'expression. Les restrictions drastiques imposées à l'espace civique et à la liberté des médias, ainsi que le bâillonnement des voix dissidentes, qui s'est intensifié à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, se poursuit et vise notamment les ONG et les

organismes de presse. Le cadre de lutte contre le terrorisme a été utilisé pour restreindre la liberté d'expression et a facilité le ciblage arbitraire de journalistes, de militants et de membres de l'opposition, en particulier dans le sud-est du pays. Le Gouvernement a démantelé des médias libres et indépendants⁷⁴. La Commission de Venise estime que la liquidation en masse des médias par des décrets-lois d'urgence est incompatible avec l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme⁷⁵.

35. Plusieurs parties prenantes soulignent la nécessité d'une refonte complète du Code pénal turc et font observer que l'article 299 est actuellement l'un des principaux obstacles à la liberté d'expression. Elles recommandent de réviser la législation en vigueur, et en particulier les articles 125 (Diffamation injurieuse), 215 (Apologie d'un crime ou d'un criminel), 216 (Incitation publique à la haine, à l'hostilité ou au dénigrement), 220 6) (Commission d'une infraction pour le compte d'une organisation criminelle) et 220 7) (Aide et assistance à une organisation armée), 285 et 288 (Confidentialité des enquêtes et tentatives d'influencer le pouvoir judiciaire), 299 (Offense au Président de la République), 301 (Insulte à la turcité, à la République, aux institutions et aux organismes de l'État), 314 (Appartenance à une organisation armée), 318 (Dissuasion des candidats à l'enrôlement dans les forces armées). Cette révision devrait tenir pleinement compte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'avis pertinent de la Commission de Venise. De même, il convient de réviser le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi antiterroriste (Propagande pour le compte d'une organisation terroriste) et de veiller à ce que les exigences politiques de la guerre contre le terrorisme ne prennent pas le pas sur la nécessité de protéger les droits civils et politiques et la société civile⁷⁶.

36. Plusieurs parties prenantes notent que l'emprisonnement de journalistes a eu pour effet non seulement de réduire ceux-ci au silence, mais aussi de priver les citoyens turcs de leur droit d'accéder à des opinions pluralistes sur des questions susceptibles d'avoir des répercussions sur leur vie. Le 29 avril 2017, le Gouvernement a interdit la consultation de toutes les versions linguistiques de Wikipédia, à ses dires parce que le site aurait refusé de retirer un article alléguant que les autorités turques soutiendraient des groupes terroristes⁷⁷.

37. Diverses parties intéressées observent que 18 syndicats accusés d'appartenir à l'organisation terroriste fethullahiste [güléniste] (FETÖ) ont été dissous et tous leurs avoirs confisqués, en violation des Conventions de l'OIT n^{os} 87 et 98. Elles recommandent d'abroger les lois et décrets mis en œuvre dans le cadre de l'état d'urgence, de même que la loi n^o 2911⁷⁸. Les auteurs de la communication conjointe n^o 44 notent que l'activité syndicale, y compris le droit de grève, est limitée en droit et en pratique⁷⁹.

38. KYM International recommande de prendre toutes les mesures nécessaires et de légiférer pour empêcher que des sanctions soient infligées à des membres de la société civile et prévenir et combattre sans plus tarder toute hostilité à l'égard de membres d'organisations de la société civile liées au mouvement Gülen, aux Kurdes, aux alévis et aux minorités non musulmanes⁸⁰.

39. Le Commissaire souligne que les procédures pénales contribuent à instaurer un climat de peur parmi les très nombreuses personnes participant pacifiquement à des manifestations et qu'elles découragent l'exercice du droit de réunion pacifique⁸¹.

40. La Stiftung Dialog und Bildung (Fondation pour le dialogue et l'éducation – SDuB) fait observer que les réunions de tous les partis d'opposition (tels les groupes politiques kurdes, les LGBT, les militants de gauche et les gülénistes) sont strictement limitées, voire interdites⁸². L'Omega Research Foundation (ORF) recommande de réglementer le recours à la force conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme dans tous les cas de figure, y compris dans les lieux de détention et lors des rassemblements publics⁸³.

41. L'ESHID fait observer que la législation électorale turque n'est pas encore pleinement alignée sur les normes internationales, ce qui fait obstacle à une représentation équitable et à la création d'un espace politique pluraliste⁸⁴. L'OSCE/BIDDH recommande de modifier la législation existante pour remédier à ses principales carences et d'harmoniser toutes les lois relatives aux élections afin de mettre en place un cadre cohérent⁸⁵.

*Interdiction de toutes les formes d'esclavage*⁸⁶

42. Les auteurs de la communication conjointe n° 34 notent que la traite à des fins sexuelles est la principale forme de traite en Turquie, l'un des pays de destination et de transit pour les enfants victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle. Ils indiquent qu'aucun progrès n'a été accompli dans la mise en œuvre des recommandations auxquelles la Turquie a souscrit dans le cadre de l'EPU en matière de lutte contre la traite des enfants et de protection des victimes. Ils recommandent l'adoption de dispositions juridiques visant à criminaliser toute forme d'exploitation sexuelle des enfants, conformément aux normes juridiques internationales, et plus particulièrement l'exploitation sexuelle dans la prostitution, le tourisme et l'industrie des voyages, ainsi que sur l'Internet⁸⁷.

*Droit au respect de la vie privée et à la vie de famille*⁸⁸

43. Les auteurs de la communication conjointe n° 7 et le BTHRC rapportent que toutes les données personnelles des déposants de Bank Asya ont été saisies en l'absence de décision judiciaire préalable, portant ainsi atteinte au droit à la vie privée des clients protégé par la loi⁸⁹. London Advocacy (LAG) et les auteurs de la communication conjointe n° 26 recommandent de réformer la loi n° 6532 sur l'Agence nationale de renseignement et d'assurer une supervision judiciaire et politique adéquate des services de sécurité⁹⁰. SM constate que bien que le droit à la vie privée soit protégé par plusieurs dispositions constitutionnelles, les articles suivants le limitent et autorisent l'interception des communications, ce qui a ouvert la voie à une surveillance des citoyens par les autorités à la suite de la tentative de coup d'État. SM recommande de modifier la loi n° 5651 dans le but de protéger le droit à la vie privée sur l'Internet⁹¹.

3. Droits économiques, sociaux et culturels

*Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables*⁹²

44. Plusieurs parties prenantes signalent qu'au moins 152 000 fonctionnaires ont été renvoyés, dont 107 944 figuraient sur les listes d'expulsion annexées à la série de décrets-lois (Kanun Hükmünde Kararname – KHK) promulgués dans le contexte de l'état d'urgence), et arrêtés pour leur participation présumée à la tentative de coup d'État. La fermeture d'institutions privées – fondations, syndicats et entreprises de médias – a également conduit au licenciement de 22 474 personnes⁹³. L'Asociacion Educacaion, Social y Cultural Sol Naciente (ASOCSOLNAC), AI, European Professionals Network (EPN), les auteurs des communications conjointes n° 3 et 40 notent que 120 000 personnes ont été dans l'incapacité de faire annuler leur licenciement, qu'elles ont aussi été publiquement étiquetées comme étant en lien avec des organisations « terroristes », leur nom étant mentionné sur des listes jointes à des décrets exécutifs, sans que cette décision soit motivée individuellement, et que leur passeport a été annulé. Nombre d'entre elles se retrouvent complètement démunies et victimes d'une terrible stigmatisation sociale. Certaines se voient interdire tout accès à leur profession. Elles recommandent d'abroger la loi n° 7145, de réintégrer les agents de la fonction publique et de conditionner les licenciements à une procédure disciplinaire présentant toutes les garanties de forme⁹⁴. Diverses parties prenantes notent qu'après la tentative de coup d'État, de sévères restrictions imposées à la liberté de circulation, y compris l'annulation de plus de 230 000 passeports sur décision administrative, ont été élargies, ce qui se solde par des traitements arbitraires systématiques⁹⁵.

45. La Confédération des syndicats des travailleurs de la métallurgie (DİSK) recommande de modifier le droit de manière à ce que chaque syndicat puisse choisir librement les secteurs dans lesquels il veut s'implanter, et à ce que les travailleurs puissent adhérer à tout syndicat de leur choix sans aucune limitation sectorielle⁹⁶.

*Droit à la sécurité sociale*⁹⁷

46. Les auteurs de la communication conjointe n° 38 relèvent que depuis le 15 juillet 2016, plusieurs personnes n'ont pas été traitées conformément à la loi, notamment en ce qui concerne les indemnités de retraite de la sécurité sociale. De nombreuses personnes ayant occupé pendant plusieurs années des fonctions publiques – dans les milieux universitaires, de l'armée, de la police et de l'enseignement – ont été licenciées sans aucun motif concret,

ce qui les a privées de toute indemnité de licenciement et de retraite. Ils recommandent de remédier à cette situation en accordant à tout un chacun le droit à la sécurité sociale et plus particulièrement les droits en matière de retraite, et de s'abstenir de toute pratique illégale et arbitraire de cet ordre⁹⁸.

*Droit à un niveau de vie suffisant*⁹⁹

47. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 3, 21 et 46 observent que le licenciement arbitraire de fonctionnaires porte atteinte à leur droit au travail et compromet sérieusement leur droit à un niveau de vie suffisant. Dans toute la Turquie, de grandes banderoles déployées dans les bureaux de l'administration et autres locaux publics, les restaurants et les magasins proclament que « Les membres de la structure parallèle [mouvement Hizmet] et ses sympathisants ne sont pas autorisés à entrer ». Toute personne mentionnée dans les décrets-lois fait l'objet d'une discrimination au sein de la communauté, risque de ne pas retrouver d'emploi et d'être ostracisée. Les employés du secteur public qui ont été licenciés se voient interdire par décret tout poste dans des sociétés de sécurité privées, ce qui empêche de facto les fonctionnaires de police et militaires licenciés d'occuper un emploi analogue dans le secteur privé. Les fonctionnaires licenciés et leur famille sont également privés de l'aide au logement et des prestations de soins de santé liées à leur emploi. Ils se trouvent donc dans l'incapacité de gagner leur vie et de chercher un emploi à l'étranger – les décrets annulant également leurs passeports – ce qui met en grave péril la survie de leurs foyers¹⁰⁰.

*Droit à la santé*¹⁰¹

48. Les auteurs de la communication conjointe n^o 21 déclarent que les fonctionnaires licenciés ont été empêchés d'exercer leurs droits en matière de santé¹⁰².

49. Les auteurs de la communication conjointe n^o 3 observent que les mesures prises à l'encontre des membres présumés du mouvement Hizmet ont eu des effets néfastes sur leur santé et celle des membres de leur famille, en particulier des femmes et des enfants. Le Gouvernement a cessé de verser les pensions d'invalidité et les prestations sociales allouées aux conjoints ou aux enfants de personnes détenues/arrêtées en raison de leurs liens présumés avec le mouvement. Les enfants de personnes considérées comme proches du mouvement se voient couramment refoulés par les hôpitaux et autres centres de santé¹⁰³.

50. Les auteurs de la communication conjointe n^o 35 recommandent de mettre au point un programme d'études ouvert à tous et de modifier l'article n^o 6 de la loi sur la planification familiale pour supprimer la clause de l'« autorisation » de l'avortement par les maris et les tuteurs¹⁰⁴.

*Droit à l'éducation*¹⁰⁵

51. Witboek relève que les effets les plus néfastes des décrets présidentiels sont visibles dans le domaine de l'éducation. Ces actes ont en effet été extrêmement préjudiciables aux établissements d'enseignement et, depuis la tentative de coup d'État, de nombreux enseignants et élèves en ont profondément pâti¹⁰⁶. Scholars at Risk Network (SAR) et les auteurs de la communication conjointe n^o 43 appellent d'autres États à étendre leur protection aux universitaires turcs réfugiés¹⁰⁷.

52. De nombreuses parties prenantes déclarent qu'au lendemain de la tentative de coup d'État, des établissements d'enseignement privés connus pour être proches du mouvement Gülen ont été fermés, tous leurs biens meubles, bâtiments et installations saisis et leurs avoirs transférés à la Fondation Maarif. Au total, 54 350 enseignants, 10 864 assistants et 5 342 membres du personnel universitaire, qui travaillaient dans le secteur privé, ont été démis de leurs fonctions, en violation de la Convention n^o 158 de l'OIT. Elles demandent instamment qu'il soit mis fin aux attaques visant le monde de l'enseignement, tant dans le pays qu'à l'étranger, et que soient annulées toutes les mesures juridiques et pratiques prises à l'encontre du corps enseignant¹⁰⁸.

53. De nombreux intervenants signalent que 138 000 élèves et parents figurent sur une liste noire, ce qui les expose au risque d'être accusés d'appartenance à une organisation terroriste. Le décret-loi d'urgence n^o 672 a fait fermer par la force des établissements

d'enseignement supérieur, 15 universités, 934 jardins d'enfants, des lycées, 109 résidences universitaires, 104 fondations, 1 125 associations et 19 syndicats, en l'absence de toute décision ou enquête judiciaire, et a permis de saisir leurs biens sous le prétexte qu'ils étaient la propriété du mouvement Gülen, considéré comme une organisation terroriste¹⁰⁹.

54. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 exhortent la Turquie à remédier à l'inégalité entre les sexes dans l'enseignement secondaire, à donner la priorité à l'éducation des filles en milieu rural, à revoir les matériels pédagogiques et les manuels scolaires gratuits en y intégrant un message non discriminatoire, conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement¹¹⁰.

4. Droits de groupes ou de personnes spécifiques

*Femmes*¹¹¹

55. Plusieurs parties prenantes signalent que plus de 10 000 femmes, pour la plupart accusées d'être liées au mouvement Gülen ou d'être d'origine ethnique kurde, sont détenues dans les prisons turques. Ces parties prenantes recommandent de veiller à ce que personne ne soit placé en détention sans justification valable, par exemple au seul motif que la personne est un proche (membre de la famille par exemple). Des femmes enceintes ou venant d'accoucher sont arrêtées et les violences à leur égard se multiplient, de même que le nombre de décès constatés parmi elles. Les parties prenantes demandent instamment à la Turquie de libérer ces femmes, mettre un terme à la pratique consistant à les arrêter juste avant ou immédiatement après l'accouchement et d'améliorer leurs conditions de détention, notamment sur le plan de la santé et de l'hygiène¹¹².

56. La Commission de Venise se félicite des mesures prises pour faire de la prévention de la violence à l'égard des femmes une priorité du calendrier politique¹¹³. Le GREVIO exhorte la Turquie à apporter une réponse rapide et impartiale aux violences domestiques et autres à l'égard des femmes¹¹⁴.

57. L'Association de femmes entrepreneurs en Turquie (KAGIDER), HRW et les auteurs de la communication conjointe n° 40 constatent que la violence à l'égard des femmes demeure un grave sujet de préoccupation, la Turquie ne respectant pas ses obligations en matière d'égalité des sexes contractées aux termes de conventions et mécanismes internationaux. Le discours relatif aux valeurs sociales et nationales prévaut sur l'engagement en faveur de l'égalité et des droits humains. Ils font état de violences, y compris de décès dus à la violence domestique et à des crimes dits « d'honneur ». Ils recommandent de réformer le Code pénal, de mettre fin à la violence infligée aux femmes et d'interdire la médiation entre les femmes et leurs tortionnaires¹¹⁵.

58. La KAGIDER fait observer que la participation des femmes à la vie économique, politique et sociale ne s'est pas suffisamment améliorée pour assurer leur pleine autonomisation. La plupart des objectifs du Plan d'action national 2015-2020 pour l'égalité des sexes sont encore en cours de réalisation. La KAGIDER relève la faible participation des femmes aux processus de prise de décisions politiques et économiques dans un contexte local qui leur est hostile. Les femmes représentent 34 % de la population active, le plus faible pourcentage parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et ne sont pas financièrement autonomes¹¹⁶.

*Enfants*¹¹⁷

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 47 signalent que 743 enfants âgés de 0 à 6 ans et 343 enfants âgés de 0 à 3 ans sont détenus dans les prisons turques¹¹⁸. Les auteurs des communications conjointes n°s 24 et 48 recommandent de relever l'âge de la responsabilité pénale à 15 ans au minimum¹¹⁹.

60. Les auteurs des communications conjointes n°s 24, 34 et 48 notent qu'en dépit de la ratification de nombreuses conventions internationales protégeant les droits de l'enfant, et de l'acceptation de 33 recommandations relatives aux enfants acceptées à l'issue du deuxième cycle de l'EPU, les droits de l'enfant ne sont pas pleinement intégrés dans la législation nationale¹²⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 48 recommandent

d'harmoniser la législation nationale avec la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles¹²¹.

61. Les auteurs des communications conjointes n^{os} 24 et 34 constatent que la Turquie a l'un des taux de mariages d'enfants les plus élevés en Europe, et ce bien que le Code civil turc fixe l'âge légal du mariage à 18 ans pour les hommes comme pour les femmes. Les auteurs desdites communications recommandent de modifier certaines dispositions légales afin d'éviter un vide juridique semblable à ceux de l'article 128 et d'interdire le mariage forcé et le mariage des enfants¹²². Les auteurs de la communication conjointe n^o 34 constatent que les enfants réfugiés syriens sont à la merci des mariages religieux non officiels¹²³.

62. La Global Initiative to End All Corporate Punishment of Children (GIEACPC) et les auteurs de la communication conjointe n^o 48 recommandent d'interdire les châtiments corporels dans tous les contextes. Ils demandent instamment à la Turquie d'adopter une loi qui interdise explicitement cette pratique¹²⁴.

*Personnes handicapées*¹²⁵

63. L'ESHID signale que la Turquie manque de nombreuses obligations découlant de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les politiques relatives au handicap se fondent sur une approche médicale et caritative¹²⁶. L'ESHID et les auteurs de la communication conjointe n^o 40 recommandent d'harmoniser le droit interne avec la Convention et d'abroger les dispositions discriminatoires énoncées à l'alinéa e) de l'article 74 de la loi n^o 5174, à l'alinéa g) de l'article 8 de la loi n^o 2802 et dans d'autres lois¹²⁷.

64. Les auteurs de la communication conjointe n^o 40 recommandent l'ouverture de tous les établissements fermés accueillant des personnes handicapées, afin de pouvoir y procéder à un contrôle indépendant¹²⁸.

65. Les auteurs de la communication conjointe n^o 24 recommandent l'adoption, la mise en œuvre et le suivi d'une nouvelle stratégie globale et participative aux niveaux national et provincial pour favoriser l'autonomie de vie des enfants handicapés¹²⁹.

*Minorités*¹³⁰

66. Just Atonement Inc. (JAI), les auteurs de la communication conjointe n^o 30, l'Alliance internationale pour la paix et le développement (IAPD) et Maat for Peace, Development and Human Rights (MAAT) relèvent que l'oppression des minorités continue de sévir en Turquie, de nombreuses minorités ethniques kurdes étant victimes de violations. Les autorités turques appliquent des politiques défavorables aux minorités, comme l'imposition de la langue officielle qui les empêche de parler la leur et qui les dessert lors d'une recherche d'emploi ou d'une inscription à l'université. Outre la marginalisation des régions kurdes, faute de processus de développement et de reconstruction, il faut mentionner la prise de contrôle de 94 municipalités kurdes, la suspension de la démocratie locale, la privation de la liberté d'expression politique, ainsi que l'absence d'une constitution garantissant les droits fondamentaux de la population et d'une culture de la coexistence. Ils recommandent à la Turquie de mettre fin aux pratiques discriminatoires en vigueur à Diyarbakir¹³¹.

67. Les auteurs de la communication conjointe n^o 30 constatent que les Kurdes ne peuvent pas non plus accéder à l'enseignement dans leur langue maternelle au sein du système scolaire public et que leur droit à la radiodiffusion dans leur propre langue est limité¹³².

*Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile*¹³³

68. La DİSK constate une augmentation du nombre de réfugiés et de travailleurs migrants, due à la fois aux conflits en Syrie et à l'afflux de personnes venues en Turquie pour y trouver un emploi. Elle recommande à la Turquie de mettre en place un mécanisme permettant aux travailleurs migrants de porter plainte en cas de violation de leurs droits les plus fondamentaux ou d'infractions commises à leur endroit sans craindre d'être expulsés,

et de faire en sorte que, quelle que soit leur situation professionnelle, ils puissent adhérer à des syndicats ou se constituer en association¹³⁴.

69. L'IBAHRC se félicite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la révocation de l'effet suspensif des recours en annulation dans les affaires d'expulsion. Elle recommande la mise en œuvre concrète de garanties procédurales s'appliquant au principe de non-refoulement¹³⁵.

70. Les auteurs de la communication conjointe n° 24, HRW et JAI notent que la Turquie est le pays qui continue d'accueillir le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, soit près de 3,5 millions. Depuis novembre 2017, 10 provinces ont suspendu l'enregistrement des demandeurs d'asile syriens. Un accord sur la migration signé avec l'UE, qui proposait une aide en échange de la prévention d'une poursuite de la migration vers son territoire, est venu renforcer la politique de fermeture de la frontière syrienne, pratiquée de longue date par la Turquie. Ils font état des forts taux de travail des enfants et du grand nombre d'enfants réfugiés et demandeurs d'asile non scolarisés. Ils recommandent l'adoption de politiques visant à s'attaquer aux causes profondes du travail des enfants, dont des stratégies de lutte contre la pauvreté, la réouverture de la frontière turque avec la Syrie aux demandeurs d'asile et l'enregistrement rapide de ces derniers¹³⁶.

*Apatrides*¹³⁷

71. OTHERS et les auteurs de la communication conjointe n° 37 signalent que des citoyens turcs ont subi des violations de leurs droits au sein des consulats turcs d'une vingtaine de pays, en violation de la Convention de Vienne de 1963 sur les relations consulaires. OTHERS a établi une liste de consulats ayant coutume d'informer les citoyens que leurs passeports ont été annulés et essayant de les convaincre de rentrer avec des titres de transport n'autorisant qu'un aller simple. En outre, les demandes de renouvellement ou de prorogation d'un passeport arrivé à expiration ou dont les pages sont épuisées sont refusées par les consulats. Les nouveau-nés ne se voyant pas délivrer de passeport ou de carte d'identité, ils peuvent se retrouver apatrides¹³⁸.

72. Les auteurs de la communication conjointe n° 48 ont recensé des cas de citoyens turcs vivant à l'étranger qui n'ont pu transmettre leur nationalité à leurs enfants en raison d'un refus des services consulaires motivé par de prétendus liens avec le « mouvement Hizmet ». Ils recommandent d'octroyer la nationalité à tous les bébés nés de citoyens turcs¹³⁹.

73. Les auteurs de la communication conjointe n° 37 font savoir que le refus de collaborer à une enquête pénale entraîne la privation de la nationalité et que les enfants nés de réfugiés syriens risquent de devenir apatrides. Ils recommandent de délivrer des certificats de naissance, des pièces d'identité nationales et des passeports, et d'aplanir les obstacles à l'enregistrement des naissances¹⁴⁰.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org.

Civil society

Individual submissions:

AFD	Advocates for Dignity, Geneva (Switzerland);
AHR	Advocates for Human Rights, Minneapolis (United States of America);
AI	Amnesty International, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
IAPD	The International Alliance for Peace and Development, Geneva (Switzerland);
Akyazili	Stichting Akyazili Nederland, Akyazili, Rotterdam, (Netherlands);
ASOCOSOLNAC	Asociacion Educacaion, Social y Cultural Sol Naciente, Lima, (Peru);
AST	Advocate of Silenced Turkey, Wayne NJ. (United States of America);
DİSK	Birleşik Metal İşçileri Sendikası (United Metalworkers' Union), İzmir (Turkey);
BTHRC	Blue Tulip Human Rights Center, Virginia (United States of America);
CSW	Christian Solidarity worldwide, Surrey, New Malden (United Kingdom);
EAJW	The European Association of Jehovah's Witnesses, Kraainem (Belgium);

Embrace Relief	KYM (Kym Yok Mu) Fairfield, NJ, (United States of America);
EPN	European Professionals Network, Brussels (Belgium);
ESHID	Association for Monitoring Equal Rights (AMER)/ (Eşit Haklar İçin İzleme Derneği - ESHİD), Istanbul (Turkey);
Freemuse	Freemuse, Copenhagen (Denmark);
GIEACPC	Global Initiative to End All Corporate Punishment of Children, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
Global Unions	International Transport Workers' Federation, (ITUC, ITF, IUF & EI) London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
HRAA	Human Rights Agenda Association (HRAA/iHGD) İzmir (Turkey);
HRFT	Human Rights Foundation of Turkey , Ankara (Turkey);
HRW	Human Rights Watch, Geneva (Switzerland);
Huddled Masses	Huddled Masses, DES PLAINES, IL (United States of America);
IAHRA	International Association for Human Rights Advocacy (IAHRA GENEVA), Geneva (Switzerland);
IBAHRC	Istanbul Bar Association Human Rights Centre , Istanbul (Turkey);
ICAN	International Campaign to abolish nuclear Weapon, Geneva, (Switzerland);
ICJ	International Commission of Jurists, Geneva, (Switzerland);
IFOR	International Fellowship of Reconciliation, Geneva (Switzerland);
IHD/AHD	Human Rights Association (İnsan Hakları Derneği - İHD), Ankara (Turkey);
ICC	Istanbul Cultural Center GA, Georgia (United States of America);
JAI	Just Atonement Inc. New York (United States of America);
KAGIDER	Women Entrepreneurs Association of Turkey, Istanbul (Turkey);
KYM	KYM, International, Brussels-Haren, (Belgium);
LAG	London Advocacy , London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
MAAT	Maat for Peace, Development and Human Rights, Cairo (Egypt);
MLSA	Media and Law Studies Association, Istanbul (Turkey);
ORF	The Omega Research Foundation, Manchester (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
OTHERS	OTHERS AISBL, Solidarity with others, Brussels (Belgium);
PPJ	Platform for Peace and Justice (PPJ), Brussels (Belgium);
ARI	Hak İnisiyatifi (Association of Rights Initiative) RI-Rights Initiative, Ankara (Turkey);
SAR	Scholars at Risk Network, New York (United States of America);
SCF	Stockholm Center for Freedom, Stockholm (Sweden);
SDuB	The Dialogue and Education Foundation (Stiftung Dialog und Bildung), Berlin, (Germany);
SERA	Foundation SERA (Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration / Foundation for Education, Training and Integration), Zürich (Switzerland);
SM	Small Media, London (United Kingdom);
IPN	IPN-Stichting, Integratie and Participate Neuwkomers, Amsterdam (Netherlands);
STOP RH	Collectif victims de la repression hizmet, Paris (France);
ALI	The arrested lawyers initiative (THE ALI), Brussel (Belgium);
TUSKON EU	TUSKON EU, Zaventem, (Belgium);
VT	Verzwegen Turkije, Capelle aan den IJssel, Rotterdam (Netherland);
WITBOEK	Stichting Witboek, Amsterdam (Netherland).

Joint submissions:

JS1	Joint submission 1 submitted by: Advocates for Justice and Human Rights & Lawyer Rights Watch Initiative, Simpsonville (United States of America);
JS2	Joint submission 2 submitted by: ERA – LGBTI Equal Rights Association for Western Balkans and Turkey; Kaos Gay and Lesbian Cultural Research and Solidarity Association (Kaos GL); Red Umbrella; Social Policies, Gender Identity, and Sexual Orientation Studies Association (SPoD), Belgrade (Serbia);
JS3	Joint submission 3 submitted by: The Alliance for Shared Values (AfSV); and The Journalists and Writers Foundation (JWF), New York (United States of America);
JS4	Joint submission 4 submitted by: Victim Educators Platform; Human Rights Defenders e.V, Cologne (Germany); and Victim Laborers Platform, Warsaw (Poland);

- JS5 **Joint submission 5 submitted by:** Human Rights Defenders e.V, Cologne (Germany); Victim Educators Platform; and Victim Laborers Platform, Warsaw (Poland);
- JS6 **Joint submission 6 submitted by:** Victim Laborers Platform, Warsaw (Poland); Human Rights Defenders e.V, Cologne (Germany); and Victim Educators Platform;
- JS7 **Joint submission 7 submitted by:** Advocates of Silenced Turkey (AST), New Jersey (United States of America); and Betiad, Brussel (Belgium);
- JS8 **Joint submission 8 submitted by:** Advocates of Silenced Turkey (AST), New Jersey (United States of America); World Affairs Council; Wayne (United States of America);
- JS9 **Joint submission 9 submitted by:** ARTICLE 19, P24, PEN International, English PEN, Reporters Sans Frontiers (RSF), International Press Institute (IPI), Freemuse, Copenhagen (Denmark); European Centre for Press and Media Freedom (ECPMF), IFEX and Norsk PEN, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS10 **Joint submission 10 submitted by:** Interkultureller Dialog e.V. (ikult e.V.); and Academics at Risk, Cologne (Germany);
- JS11 **Joint submission 11 submitted by:** Forum für Interkulturellen Dialog e.V. (FID) Gerbermühlstraße Frankfurt am Main ; Initiative für Menschenrechte und Freiheit (IHRF) , Frankfurt, (Germany);
- JS12 **Joint submission 12 submitted by:** International Coalition of Legal Organisations; The Law Society of England and Wales; International Bar Association’s Human Rights Institute; Bar Human Rights Committee of England & Wales; Conseil National des Barreaux; European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights; Lawyers for Lawyers; Lawyers’ Rights Watch Canada; Norwegian Bar Association; Human Rights Committee; International Observatory of Endangered Lawyers; Paris Bar, Human Rights Institute; German Bar Association, Human Rights Committee; Geneva Bar Association, Human Rights Commission; Abogacía Española – Consejo General; UIA – International Association of Lawyers, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS13 **Joint submission 13 submitted by:** The World Evangelical Alliance (WEA), , London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); Baptist World Alliance (BWA), London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland); and The *Protestan Kiliseler Derneği* (Association of Protestant Churches – Turkey), Geneva (Switzerland);
- JS14 **Joint submission 14 submitted by:** EPN (European Professionals Network); Others, Schaerbeek, Brussels (Belgium);
- JS15 **Joint submission 15 submitted by:** Human Rights Defenders (HRD), Cologne (Germany); Lilia Platforma Kobiet, Cologne (Germany);
- JS16 **Joint submission 16 submitted by:** Medical Academy and Care envy, Ludwigshafen am Rhein (Germany); Gesellschaft für Dialog BW, Stuttgart (Germany); Die Initiative Miteinander in Esslingen.,Esslingen (Germany);
- JS17 **Joint submission 17 submitted by:** The Dialogue and Education Foundation (Stiftung Dialog und Bildung), Berlin, (Germany); and Human Rights Defenders e.V , Cologne (Germany);
- JS18 **Joint submission 18 submitted by:** Human Rights Defenders (HRD), Cologne (Germany); Lilia Platforma Kobiet Cologne (Germany); Victim Laborors Platform, Cologne (Germany);
- JS19 **Joint submission 19 submitted by:** Advocates of Silenced Turkey, Wayne, NJ. (United States of America), Idizem e.V., Munich (Germany), Mürüvvet , Göttingen (Germany);
- JS20 **Joint submission 20 submitted by:** Advocates of Silenced Turkey, (AST), New Jersey (United States of America) and DIALOGUNAMS, Riga, (Latvia);
- JS21 **Joint submission 21 submitted by:** Victim Laborors Platform, (Germany); Human Rights Defenders (HRD), and Victim Educators Platform, Cologne (Germany);
- JS22 **Joint submission 22 submitted by:** The Open Dialogue Foundation (ODF), Warsaw (Poland); The Arrested Lawyers Initiative (ALI); The Human Rights Defenders (HRD), Cologne (Germany);
- JS23 **Joint submission 23 submitted by:** Federation Etude Plus Paris (France); Advocates of Silenced Turkey (AST), New Jersey (United States of America);

- JS24 **Joint submission 24 submitted by:** Partnership Network for Preventing Violence Against Children: 1. Ali İsmail Korkmaz Foundation 2. Mother Child Education Foundation 3. Ankara Bar Association Child Rights Center 4. Ankara Hitit Youth and Sports Club 5. Ankara University Faculty of Medicine Child Protection Center 6. Mother and Infant Health Foundation 7. Başak Culture and Art Foundation 8. Another School is Possible Association 9. Turkish Association for Infant Mental Health 10. Children of One World 11. Bursa Bar Association Child Rights Center 12. İstanbul Bilgi University Children's Studies Unit 13. Civil Society Association in Penal System 14. Association for Supporting Contemporary Life 15. Association for Struggle Against Sexual Violence 16. Child Mental Health and Guidance Association 17. Children Under Same Roof Association 18. Association of Pediatric Nurses 19. Association for Protection of Children, Women and Families Association 20. Child Abuse and Neglect Prevention Association 21. Association for the Support of Child Protection Centers 22. Child Foundation 23. Child and Information Safety Association 24. Diyarbakır Bar Association 25. Down Syndrome Association 26. Union of Educators Solidarity 27. Education Reform Initiative 28. Adolescent Health Association 29. The Idea and Arts Workshop Association 30. Below 25 Association 31. Gaziantep Bar Association Child Rights Center 32. Gazi University Child Protection Center 33. Youth for the Future Association 34. Youth Access Association 35. Young Life Foundation 36. Youth Services Center 37. Migration and Humanitarian Aid Fund 38. Turkish Society of Public Health Specialists 39. Humanist Group Association 40. Support to Life Association 41. Life is in Your Hands Youth Academy Association 42. Human Rights Association 43. İstanbul Bar Association Child Rights Center 44. İzmir Bar Association Child Rights Center 45. Development Workshop Cooperative 46. KAMER Foundation 47. Kaos GL Cultural Research Association 48. Black Sea Provinces Women Platform Samsun Association 49. Black Sea Provinces Women Platform Trabzon Association 50. Foster Family, Adoption Association 51. Culture City Foundation 52. Marmara University Child Protection Implementation and Research Center 53. Mor Salkım Women's Solidarity Association 54. Colourful Hopes Association 55. Children First Association 56. Solidarity with Freedom-Deprived Juvenile 57. Sabancı University Gender Forum 58. Sakarya Bar Children's Rights Commission 59. SANAD Organization 60. Turkish Society of Social Workers 61. Sulukule Volunteers Association 62. Tarlaşa Community Center 63. Tohum Autism Foundation 64. Social Awareness and Anti-Violence Association 65. Social Rights and Research Association 66. Turkish Foundation of Freedom to Children 67. Turkish Association for Child and Adolescent Psychiatry 68. TEGV Educational Volunteers Foundation of Turkey 69. Turkish Education Union 70. Youth Solidarity Association of Turkey 71. Youth Federation of Turkey 72. Children in Need of Protection Foundation of Turkey 73. Turkey Disabled Association 74. Tuvana Education Foundation for Children 75. Psychiatric Association of Turkey 76. Turkish Psychological Counseling and Guidance Association 77. Turkish Psychologists Association 78. TurkMSIC Turkish Medical Student's International Committee 79. SS. Life Women Environment and Culture Co-Op 80. Flying Balloon Child and Youth Association 81. Flying Broom Women's Communication and Research Association 82. International Children Center 83. YÖRET-Foundation for Promotion of Guidance and Counselling in Higher Education Network Members: 84. Lawyers Network for Children 85. Network for Combat Commercial Sexual Exploitation of Children – CSEC Network Observer Members: 86. Polatlı Duatepe Education, Culture, Art and Youth Association 87. Child Rights Association 88. Youth Idea Association 89. Malatya Association of Persons Leaving Orphanages 90. Creative Excellent Sustainable Innova, Ankara (Turkey);
- JS25 **Joint submission 25 submitted by:** Universal Rights Association (URA), Pretoria (South Africa); International Association for Human Rights Advocacy in Geneva (IAHRA GENEVA) Geneva (Switzerland); Social Justice Advocacy Campaign (SOJAC); Pretoria (South Africa);
- JS26 **Joint submission 26 submitted by:** International Observatory of Human Rights (IOHR); The Press Emblem Campaign (PEC); London Advocacy (LA), London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);

- JS27 **Joint submission 27 submitted by:** Front Line Defenders; International Service for Human Rights (ISHR), Geneva (Switzerland); Kaos GL Cultural Research and Solidarity Association (“Kaos GL Kültürel Araştırmalar ve Dayanışma Derneği”); Truth Justice Memory Center (“Hakikat Adalet Hafıza Merkezi”); Netherlands Helsinki Committee; Association for Monitoring Equal Rights (“Eşit Haklar için İzleme Derneği”); Blackrock, county Dublin (Ireland);
- JS28 **Joint submission 28 submitted by:** Lawyers in Exile Zaventem (Belgium); Universal Rights Association (URA), Pretoria (South Africa);
- JS29 **Joint submission 29 submitted by:** The Advocates for Human Rights; and the World Coalition against the Death Penalty, Minneapolis, (United States of America);
- JS30 **Joint submission 30 submitted by:** London legal group; The Turkey Human Rights Litigation Support Project, London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS31 **Joint submission 31 submitted by:** European Baptist Federation (EBF), Baptist World Alliance (BWA), Amsterdam (Netherlands); London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS32 **Joint submission 32 submitted by:** Human Rights Institute for Peace and Freedom; La Plataforma Pro Derechos y Libertades, Madrid (Spain);
- JS33 **Joint submission 33 submitted by:** ADF International, Geneva (Switzerland); Southern Baptist Ethics & Religious Liberty Commission; International Religious Freedom Roundtable; Religious Freedom Institute; Jubilee Campaign; In Defense of Christians; Russian Orthodox Autonomous Church of America; Red Eagle Enterprises; National Youth Council of Nigeria; Plateau State Youth Council; Citizen Power Initiatives for China; Center for Pluralism; International Christian Concern; Law and Liberty International; The Council of The Ethnic Peoples and Religions of Vietnam; Human Rights Without Frontiers (Brussels); International Christian Foundation for Democracy; Faith & Liberty; The Association Against Religious Persecution; The Good Friday National Holiday Campaign; International Committee on Nigeria; Advocates for the Nation, Nepal; Institute on Religion and Democracy; Junior Sacerdotal Council of Caodai Religion; and St. Charles Institute, Geneva (Switzerland);
- JS34 **Joint submission 34 submitted by:** Network Against Commercial Sexual Exploitation of Children/ECPAT Turkey Ankara (Turkey); and ECPAT International, Bangkok (Thailand);
- JS35 **Joint submission 35 submitted by:** Youth Coalition for Sexual and Reproductive Rights, Ottawa (Canada); and Youth Approaches To Health Association (Y-PEER Turkey) Ankara (Turkey);
- JS36 **Joint submission 36 submitted by:** Platform for independent journalism (P24); Istanbul (Turkey); and Freemuse, Copenhagen (Denmark);
- JS37 **Joint submission 37 submitted by:** Institute on Statelessness and Inclusion; and European Network on Statelessness, Eindhoven (Netherlands);
- JS38 **Joint submission 38 submitted by:** Mangfaldhuset, Oslo (Norway); Hand in hand for women; Dialogslussen, Gothenburg (Sweden); Plattformen, Stockholm (Sweden);
- JS39 **Joint submission 39 submitted by:** Foundation for Society and Legal Studies (TOHAV); Lawyers for Freedom Association (LFA); Civil Society in the Penal System (CISST); Beyoglu/Istanbul, (Turkey);
- JS40 **Joint submission 40 submitted by:** Human Rights Joint Platform (IHOP), Ankara (Turkey); Association for Monitoring Equal Rights; Rights Initiative Association (ARI); Human Rights Association; Human Rights Agenda Association; Citizens Association; Amnesty International Turkey, Istanbul (Turkey);
- JS41 **Joint submission 41 submitted by:** Norwegian Helsinki Committee; The Freedom of Belief Initiative (İnanç Özgürlüğü Girişimi); Oslo, (Norway); and Forum 18, Oslo (Norway);
- JS42 **Joint submission 42 submitted by:** SERA (Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration / Foundation for Education, Training and Integration Zürich, (Switzerland); and IAHR Geneva (International Association for Human Rights Advocacy in Geneva) Geneva (Switzerland);

- JS43 **Joint submission 43 submitted by:** SERA (Stiftung für Erziehung, Ausbildung und Integration / Foundation for Education, Training and Integration), Zürich, (Switzerland); and IAHR Geneva, International Association for Human Rights Advocacy, Geneva (Switzerland);
- JS44 **Joint submission 44 submitted by:** EuroMed Rights; Human Rights Association (İnsan Hakları Derneği - İHD) Ankara, (Turkey); Citizens Assembly – Yurttaşlık Derneği, Copenhagen (Denmark);
- JS45 **Joint submission 45 submitted by:** International Association for Human Rights Advocacy (IAHRA GENEVA) Genève (Switzerland); ; London Advocacy (LAG); London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS46 **Joint submission 46 submitted by:** The Arrested Lawyers Initiative (ALI), Brussel (Belgium); and the London Advocacy(LAG) ; London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS47 **Joint submission 47 submitted by:** Coalition of NGOs Mozambique, Foundation Marcelino Dos Santos; Peace Islands Association; Association Development of Investments and Businesses, Maputo (Mozambique);
- JS48 **Joint submission 48 submitted by:** Human Rights Defenders (HRD), Cologne (Germany); London Advocacy (LAG), London (United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland);
- JS49 **Joint submission 49 submitted by:** La Plataforma Pro Derechos y Libertades; Human Rights Institute for Peace and Freedom, Madrid (Spain).
- Regional intergovernmental organization(s):*
- CoE The Council of Europe, Strasbourg (France);
- Attachments:**
 (CoE-Commissioner Commissioner for Human Rights) Council of Europe Commissioner for Human Rights, Memorandum on freedom of expression and media freedom in Turkey, and Memorandum on the Human Rights Implications of Anti-Terrorism Operations in South-Eastern Turkey, following a visit to Turkey from 6 to 14 April 2016. Memorandum on the human rights implications of the measures taken under the state of emergency in Turkey, following a visit to Ankara between 27 and 29 September 2016;
 GREVIO's (Baseline) Evaluation Report on legislative and other measures giving effect to the provisions of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence (Istanbul Convention) Turkey, Group of Experts on Action against Violence against Women and Domestic Violence (GREVIO), GREVIO/Inf(2018)6 and Recommendation on the implementation of the Council of Europe Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence by Turkey, The Committee of the Parties to the Convention on Preventing and Combating Violence against Women and Domestic Violence, IC-CP/Inf(2019)2; (CoE-GRECO) – Group of States against Corruption, Fourth Evaluation Round, Corruption prevention in respect of members of parliament, judges and prosecutors, Adopted by GRECO at its 77th Plenary Meeting, GrecoRC4(2017)16; European Committee of Social Rights Conclusions 2018, Turkey, March 2018; European Commission for Democracy Through Law (Venice Commission), Opinion on the Provisions of the Emergency Decree Law N° 674 Of 1 September 2016 Which Concern The Exercise Of Local Democracy In Turkey, adopted by the Venice Commission at its 112th Plenary Session, (Venice, 6-7 October 2017), CDL-AD(2017)021; and Opinion on the amendments to the Constitution adopted by the Grand National Assembly, On 21 January 2017, and to be submitted to a National Referendum on 16 April 2017, adopted by the Venice Commission at its 110th Plenary Session, (Venice, 10-11 March 2017) No. 875/2017, CDL-AD(2017)005; and Opinion on Emergency Decree Laws Nos. 667-676 adopted following the failed coup of 15 July 2016 Adopted by the Venice Commission at its 109th Plenary Session (Venice, 9-10 December 2016), No. 865 / 2016, CDL-AD(2016)037; Opinion on the suspension of the second paragraph of Article 83 of the Constitution (Parliamentary Inviolability) Adopted by the Venice Commission at its 108th Plenary Session (Venice, 14-15 October 2016), No. 858 / 2016, CDL-AD(2016)027; and Opinion on the Legal Framework Governing

Curfews adopted by the Venice Commission at its 107th Plenary Session (Venice, 10-11 June 2016), No. 842 / 2016, CDL-AD(2016)010; and Opinion on the measures provided in the recent Emergency Decree Laws with respect to freedom of the media adopted by the Commission at its 110th Plenary Session (Venice, 10-11 March 2017), No. 872 / 2016, CDL-AD(2017)007; and Opinion on Law No. 5651 On regulation of publications on the internet and combating crimes committed by means of such publication (“THE INTERNET LAW”) adopted by the Venice Commission at its 107th Plenary Session (Venice, 10-11 June 2016), No. 805 / 2015, CDL-AD(2016)011; and OPINION ON ARTICLES 216, 299, 301 AND 314 of the Penal Code of Turkey, adopted by the Venice Commission at its 106th Plenary Session (Venice, 11-12 March 2016), No. 831/2015, CDL-AD(2016)002; Opinion on the Duties, Competences and Functioning of the Criminal Peace Judgeships adopted by the Venice Commission at its 110th Plenary Session (Venice, 10-11 March 2017), No. 852 / 2016, CDL-AD(2017)004; and European Commission For Democracy Through Law (Venice Commission) OSCE, Office for Democratic Institutions and Human Rights (OSCE/ODIHR), Turkey Joint Opinion on Amendments to the electoral legislation and related “Harmonisation Laws” adopted in March and April 2018, Adopted by the Council for Democratic Elections at its 64th meeting (Venice, 13 December 2018) and by the Venice Commission at its 117th Plenary Session (Venice, 14-15 December 2018), Venice Commission Opinion No. 926/2018, ODIHR Opinion No. ELE-TUR/340/2018, CDL-AD(2018)031; (CoE-CPT) Report to the Turkish Government on the visit to Turkey carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment from 28 to 29 April 2016, CPT/Inf (2018) 11; and Report to the Turkish Government on the visit to Turkey carried out by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) from 16 to 23 June 2015, CPT/Inf (2017) 32; (CoE-ECRI) European Commission against Racism and Intolerance report, ECRI Conclusions on the implementation of the recommendations in respect of Turkey subject to interim follow-up adopted on 3 April 2019, CRI(2019)27; ECRI Report on Turkey (fifth monitoring cycle), Adopted on 29 June 2016, CRI(2016)37.

OSCE-ODIHR Office for Democratic Institutions and Human Rights of the Organization for Security and Co-operation in Europe, Warsaw (Poland).

² The following abbreviations are used in UPR documents:

ICERD	International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination;
ICESCR	International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;
OP-ICESCR	Optional Protocol to ICESCR;
ICCPR	International Covenant on Civil and Political Rights;
ICCPR-OP 1	Optional Protocol to ICCPR;
ICCPR-OP 2	Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty;
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women;
OP-CEDAW	Optional Protocol to CEDAW;
CAT	Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment;
OP-CAT	Optional Protocol to CAT;
CRC	Convention on the Rights of the Child;
OP-CRC-AC	Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict;
OP-CRC-SC	Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography;
OP-CRC-IC	Optional Protocol to CRC on a communications procedure;
ICRMW	International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families;
CRPD	Convention on the Rights of Persons with Disabilities;
OP-CRPD	Optional Protocol to CRPD;
ICPPED	International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance.

³ For the relevant recommendations, see A/HRC/29/15, paras, 148.1–5, 148.52–55, 149.1–2, 149.12 and 150.1–10, 151.1–11, 151.21 and 151.26–27.

- ⁴ ARI, page 4, HRFT, page 3, ICJ, page 4, LAG, page 6, JS3, page 16, JS32, page 11, JS40, page 8 and JS42, page 8.
- ⁵ ICJ, page 4 and HRAA, page 4.
- ⁶ HRAA, page 4, HRW, page 5, ICJ, page 4, JS3, page 16 and JS48, page 2.
- ⁷ HRAA, page 4.
- ⁸ JS3, page 16 and JS45, page 11.
- ⁹ HRW, page 6, JS40, page 10 and JS45, page 11.
- ¹⁰ ICAN, page 1.
- ¹¹ ECRI_2016_37_Turkey.pdf, para 2
- ¹² HRW, page 6, ESHID, page 4 and JS33, page 12.
- ¹³ ESHID, page 4, HRAA, page 4 and JS3 page 16.
- ¹⁴ HRAA, page 4, HRW, page 8 and JS48, page 8.
- ¹⁵ JS37, page 7.
- ¹⁶ KYM, page 9.
- ¹⁷ SERA, page 5 and JS22, page 10.
- ¹⁸ For the relevant recommendations, see A/HRC/29/15, paras. 148.6–7, 148.9, 148.18, 148.20–27, 148.29, 148.31–33, 148.37–38, 148.50–51, 148.81, 149.11 and 150.29.
- ¹⁹ AI, page 1.
- ²⁰ AI, page 1, CSW, page 1, ICJ, page 2 and 4, LAG, pages 3 and 7, PPJ, page 8, Witboek, page 1, JS3 pages 1-3 and 17, JS9, page 1, JS12, pages 1-2, JS20, page 11, JS36, pages 3-4 and 20, JS40, page 3, JS46, page 4.
- ²¹ AHD/IHD page 6, HRW, pages 4-5, HRFT, page 2, JS2, page 5 and 14 and JS45, page 3. See also A/HRC/29/15, 13 April 2015, paragraphs 148.20, 148.23–148.26.
- ²² ECRI_2019_27_Turkey.pdf, page. 7.
- ²³ AHD/IHD page 6, HRAA, page 4, HRW, pages 4-5, HRFT, page 2, IAPD, pages 4 and 7-8, MAAT, page 6, JS39, page 10 and JS42, page 8.
- ²⁴ ECRI_2016_37_Turkey.pdf, para. 95.
- ²⁵ JS8, page 7 and JS39, pages 2-3. See also A/HRC/29/15, paras. 148.50 and 149.2.
- ²⁶ For the relevant recommendations, see A/HRC/29/15, paras. 148.10, 148.16–17, 148.18, 148.56, 148.131, 148.148–149, 150.12, 150.24–28 and 150.30–34.
- ²⁷ JS30, page 4.
- ²⁸ ECRI_2016_37_Turkey.pdf, paras. 38 and 88.
- ²⁹ ESHID, page 3 and JS2, pages 1-2. Report of the Working Group on the Universal Periodic Review, A/HRC/29/15, 13 April 2015, paragraphs 148.16–148.17, 150.24–150.25, 150.27, 150.30, 150.32, 150.34, 150.46.
- ³⁰ HRW, pages 3-4 and JS8, page 7.
- ³¹ ECRI_2016_37_Turkey.pdf, paras. 11, 27 and 105.
- ³² OSCE/ODIHR, pages 4-5. HRW, pages 3-4 and JS8, page 7.
- ³³ JS2, pages 13-14 and JS27, page 11.
- ³⁴ For the relevant recommendations, see A/HRC/29/15, paras. 148.62.
- ³⁵ AFD, page 5-6, BTHRC, page 3, Global Unions (ITF), pages 2, 4-6, JS6, pages 1 and 4, JS7, page 7, JS10, pages 2-5, JS18, pages, 2-6, JS21, pages 8, 10-12, JS44, page 6, JS46, pages 2-3 and IPN, pages 2-7 and 8. As of May 2019, 126,600 applications had been made, of which 70,406 had been reviewed and only 5,250 had led to a reinstatement. 65,156 complaints were rejected and 55,714 applications were pending.
- ³⁶ BTHRC, page 3 and JS7, page 7.
- ³⁷ Embrace Relief, page 4 and KYM, page 9.
- ³⁸ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 149.46, 150.22, 150.52, and 151.24–25.
- ³⁹ AI, page 1-5 and 7.
- ⁴⁰ CommDH_2017_29_Turkey.pdf, para 44 and CommDH_2017_13_Turkey.pdf, para. 42 and CommDH_2017_5_Turkey.pdf, para. 136.
- ⁴¹ AHR, page 6, AHD/IHD pages 3 and 6, STOP RH, pages 1-3, JS4, pages 1 and 2-3, JS9, pages 3-4, JS12, pages 2, 7-8 and 12, JS22, page 11, JS26, pages 10-13, JS29, pages 1,2 and 5, JS33, pages 2-9, JS36, pages 20-21, and JS44 pages 8-10. Article 7(2) of the Anti-Terrorism Law prescribes one to five years' imprisonment for those who make 'propaganda of a terrorist organization by justifying or praising or inciting the terrorist organizations'. The provision also increases the punishment by half for "propaganda" expressed via press and publication. Decree No. 667 (23 July 2016) enabled the confiscation of passports of anyone under investigation of terrorism or posing a threat to national security, and, following the issuance of Decree No. 672 of 24 October 2016, their spouses and partners. It further allowed for communications between detainees and their legal counsel to be monitored at the request of prosecutors, and for legal counsel to be replaced by the authorities. Decrees No. 668 (27 July 2016), extended the period under which individuals could be detained without charge from 48 hours to 30 days (later reduced to 12 days) and restricted detainees' access to

- legal counsel, including by extending the period before which they must have access to a lawyer to five days. It granted law enforcement extensive powers to search properties, including law firms, without prior judicial authorization, and to confiscate broadly defined suspicious materials.
- ⁴² AHR, page 6, AHD/IHD pages 2-3 and 6, AI, page 6, Freemuse, pages 5 and 7, ICJ, page 4, MAAT, page 6, MLSA, pages 3 and 8, STOP RH, pages 1-3, JS3, pages 15 and 17, JS4, pages 2-3, JS8, page 7, JS12, 7-8 and 11, JS22, page 11, JS26, pages 10-13, JS9, pages 3-4, JS27, page 10, JS29, pages 1, 2 and 5, JS30, pages 6, 13, JS33, pages 2-9, JS36, pages 12, 20-21 and 17 and JS44, page 8-10 and 12. CommDH_2017_5_Turkey.pdf, para 136
- ⁴³ IBAHRC, page 1.
- ⁴⁴ CommDH_2017_29_Turkey.pdf, paras. 44 and CommDH_2017_13_Turkey.pdf, para. 42 and CommDH_2017_5_Turkey.pdf, para. 136.
- ⁴⁵ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.11–12, 148.15, 148.19, 148.41, 148.83–86, 148.90–94, 148.102, 148.111, 148.152, 149.6, 149.8–9, 149.11, 149.21, 149.27, 149.31 and 150.11.
- ⁴⁶ JS29, pages 1, 2 and 5.
- ⁴⁷ HRFT, pages 1-2, IHD, pages 1-2, and JS30, pages 5-7 and 17.
- ⁴⁸ CommDH_2016_39_Turkey.pdf, para 127
- ⁴⁹ ECRI_2016_37_Turkey.pdf, para 50, para. 83.
- ⁵⁰ JS32, pages 5-11 and JS42, pages 5-8.
- ⁵¹ AFD, page 3-4, JS4, page 8 and JS12, pages 11-12 and 6.
- ⁵² HRFT, pages 4-6.
- ⁵³ AHR, pages 2 and 6, AI, page 6 and 8, HRW, pages 4-5, IAHR, pages 1-2 and 6, IAPD, pages 6 and 7, IBAHRC, page 5, STOP RH, pages 1-3 and JS3, pages 5-8 and 16-17. IAHR stated that according to data published by the Ministry of Justice, in Turkey, the so-called FETO / PDY integration and management and related offenses in total, 441 195 persons were concerned by the operation, of whom 89718 were women and 351477 men. Moreover, Turkey 5315 prisoners throughout the investigation 203518 persons, 16195 to 83722 persons under arrest for the ongoing proceedings in the courts; a total of 34926 persons were convicted of a crime; Of the 13992 persons who had been acquitted, 12,617 were reported to be still in detention.
- ⁵⁴ SM, page 2.
- ⁵⁵ AHR, page 6, JS4, page 9, JS12, pages 1, 4 and 11, and JS39, page 6-7.
- ⁵⁶ AHR, page 3, AFD, page 5-6, IAPD, pages 6 and 7 and JS4, pages 5 and 7-9.
- ⁵⁷ AFD, page 5-6, ALI, pages 2-4 and 11-12, and JS12, pages 1 and 4.
- ⁵⁸ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.36, 148.104–107, 148.109, 148.130, 149.3, 149.22–32, 150.7–8 and 150.11.
- ⁵⁹ AFD, pages 3-4 and 6, ICJ, page 4, JS3, pages 16-17, JS28, pages 2-5 and 10, JS30, page 17, JS40, pages 4 and 8 and JS42, page 8, LAG, pages 3 and 6, STOP RH, page 4 and OSCE/ODIHR, page 6.
- ⁶⁰ CommDH_2016_39_Turkey.pdf, para 126
- ⁶¹ AFD, page 5-6, IPN, pages 2-8, JS3, pages 10-11, JS7, page 2-6, JS9, page 2, JS10, pages 2-5, JS15, pages 2 and 6, JS18, pages 2-6, JS21, pages 10-12, JS32, page 1 and JS46, pages 2-5.
- ⁶² CDL-AD_2016_037_Turkey.pdf, para 227
- ⁶³ JS25, page 14.
- ⁶⁴ AFD, pages 4-6, PPJ, page 2, JS17 page 2, and JS49, pages 3-5.
- ⁶⁵ AFD, page 4-6, AHR, pages 3-6, AI, page 1-3 and 6, CSW, page 1, Huddled Masses, pages 8 and 12, IBAHRC, page 5, MLSA, pages 7-8, IAPD, pages 6 and 7, ICJ, pages 1-2 and 4, LAG, pages 3 and 7, PPJ, pages 2-4 and 8, VT, page 6, JS1, page 2-3, JS3, pages 2-3, 7-8, and 17, JS8, page 7, JS9, pages 1-2 and 6-9, JS12, pages 1-3, JS17 page 2, JS25, page 4-7, JS27, pages 10-11, JS30, pages 12-13 and 17, JS36, pages 3-4 and 20, JS40, page 3, JS43, pages 4-5, JS46, page 4, and JS49, pages 2-5. See A/HRC/29/15, paras. 149.22, 149.23, 149.24 149.25, 149.26, 149.28, and 149.29 – supported.
- ⁶⁶ ICJ, page 4 and PPJ, page 8.
- ⁶⁷ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.14, 148.106, 148.114–128, 149.5, 149.10, 149.34–39, 149.40–43, 150.13, 150.15–16, 150.18–19, 150.22–23, 150.35, 150.37–38, 150.41, 150.39–40, 150.43–45, 150.47, 150.52, 151.12–15 and 151.19.
- ⁶⁸ JS4, page 1, JS12, pages 2 and 12, and JS33, pages 2-9. Article 7(2) of the Anti-Terrorism Law prescribes one to five years' imprisonment for those who make 'propaganda of a terrorist organization by justifying or praising or inciting the terrorist organizations'. The provision also increases the punishment by half for "propaganda" expressed via press and publication. Decree No. 667 (23 July 2016) enabled the confiscation of passports of anyone under investigation of terrorism or posing a threat to national security, and, following the issuance of Decree No. 672 of 24 October 2016, their spouses and partners. It further allowed for communications between detainees and their legal counsel to be monitored at the request of prosecutors, and for legal counsel to be replaced by the authorities. Decrees No. 668 (27 July 2016), extended the period under which individuals could be detained without charge from 48 hours to 30 days (later reduced to 12 days) and restricted detainees' access to

- legal counsel, including by extending the period before which they must have access to a lawyer to five days. It granted law enforcement extensive powers to search properties, including law firms, without prior judicial authorization, and to confiscate broadly defined suspicious materials.
- ⁶⁹ JS31, page 2 and JS41, page 3.
- ⁷⁰ JS40, p. 10-11.
- ⁷¹ CSW, pages 1-2 and 4-5. EAJW, pages 3 and 8, JS13, pages 2, 7-8, JS31, pages 2-3 and 5, JS33, pages 2-9 and 12, JS41, pages 4-5, and JS45, pages 3-7 and 11. See also A/HRC/29/15 paras. 148.126 Angola, 149.41 France, 151.12 Croatia, 151.13 Germany, 151.14 Slovenia. See also accepted recommendations 148.56 from Singapore, and recommendation 148.36 from Italy. Turkey rejected Austria (151.22.) and Canada's (151.21). UK (150.47) and Australia (150.35).
- ⁷² ECRI_2016_37_Turkey.pdf, para 91.
- ⁷³ AI, page 1-5 and 7, IFOR, page 1-6, EAJW, pages 3 and 8, JS41, pages 3-4, JS45, page 11 and JS31, pages 2-3 and 5. See also A/HRC/29/15 paras. 148.126 Angola, 149.41 France, 151.12 Croatia, 151.13 Germany, 151.14 Slovenia.
- ⁷⁴ AFD, page 2 and 6, JS40, page 8, IAPD, page 2-3, JS21, page 2, SCF, pages 5-6 AI, page 1 JS9, pages 1, 5-6, JS26, pages 1-5, 7 and 13, JS27, page 1, JS29, pages 1,2 and 5, JS44, pages 7-8, SCF, pages 3-6 and 8 and CSW, pages 5-7. Accepted recommendations from Latvia (148.114) Luxembourg (148.116), USA (148.117), Austria (148.118), Norway (149.34), and Republic of Korea (150.16). See also JAI, pages 2-3 and 7.
- ⁷⁵ CDL-AD_2017_007_Turkey.pdf, para. 57.
- ⁷⁶ AHD/IHD pages 2-3 and 6, AHR, page 6, CSW, page 7, Freemuse, pages 5 and 7, MLSA, pages 3 and 8, JS4, pages 2-3, JS9, pages 3-4, JS12, pages 7-8, JS22, page 11, JS26, pages 10-13, JS27, page 10, JS29, pages 1,2 and 5, JS36, pages 20-21, JS44, pages 7-10, CommDH_2017_5_Turkey.pdf, para 124 and AI, page 1-5 and 7 and CDL-AD_2016_002_Turkey.pdf, para. 126.
- ⁷⁷ Freemuse, pages 5-6, IAPD, pages 2-3 and 7, JS9, pages, 9-10, and JS26, pages 10-13.
- ⁷⁸ Global Unions (ITF), pages 2, 4-6, JS5, page 8, JS6, pages 1-2 and 4 and JS21, page 8.
- ⁷⁹ JS44, page 6.
- ⁸⁰ KYM, pages 5-7 and 9.
- ⁸¹ CommDH_2018_30_Turkey.pdf, para. 45.
- ⁸² SDuB, pages 3-4 and 7-8.; See also OSCE/ODIHR, page 7.
- ⁸³ ORF, page 4. (A/HRC/29/15 – 149.38 Norway, 149.41, France; 148.123, Costa Rica; 148.124, Botswana; 149.36, Germany; 149.35, Austria; 149.39, Czech Republic; 150.23, Ireland.
- ⁸⁴ ESHID, pages 9-10.
- ⁸⁵ OSCE/ODIHR, pages 1-3.
- ⁸⁶ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.11–148.15, 148.19, 148.83–94 and 148.152.
- ⁸⁷ JS34, pages 2-4 and 6-10.
- ⁸⁸ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.28, 148.42, 148.98–100, 148.103, 149.19–20, 150.14, 150.16, 150.17, 150.20–21 and 150.42
- ⁸⁹ BTHRC, page 3 and JS7, page 4.
- ⁹⁰ LAG, page 6 and JS26, page 13.
- ⁹¹ SM, pages 5-7.
- ⁹² For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.57, 148.80, 148.13–133 and 149.1.
- ⁹³ AFD, page 5-6, AI, pages 4 and 7, ASOCSOLNAC, pages 2-7, EPN, pages 1-3, VT, page 6, JS3, pages 2-3 and 15, and JS40, page 12.
- ⁹⁴ AI, pages 4 and 7, ASOCSOLNAC, pages 2-7, EPN, pages 1-3, ICJ, page 2 and 5, JS3, pages 2-3 and 15, and JS44, page 12.
- ⁹⁵ ASOCSOLNAC, page 11, BTHRC, page 3, ICC, pages 1-3, JS3, pages 2, 11 and 17, JS14, pages 1-5 and 7-8. JS23, page 13.
- ⁹⁶ DĪSK, pages 3-4.
- ⁹⁷ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, para 148.147.
- ⁹⁸ JS38, pages 1-9.
- ⁹⁹ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.113 and 148.149.
- ¹⁰⁰ JS3, pages 10-11, JS21, page 1 and JS46, pages 4-5.
- ¹⁰¹ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.64 and 148.143.
- ¹⁰² JS21, page 1.
- ¹⁰³ JS3 pages 11-12.
- ¹⁰⁴ JS35, pages 4-5 and 8.
- ¹⁰⁵ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.134–146, 149.45 and 151.6–7.
- ¹⁰⁶ Witboek, page 1.
- ¹⁰⁷ SAR, pages 1-3 and JS43, pages 5-7. The petition was initially signed by 1,128 academics from 89 Turkish universities, and more than 300 scholars from outside Turkey. (The total number of

- signatories eventually reached 2,212.) See A/HRC/29/15 recommendation 148.117 (United States of America) and recommendation 150.52 (Netherlands).
- ¹⁰⁸ Akyazili, pages 1 and 6, AST, pages 2-4 and 8-9, FD, page 5-6, IPN, pages 2-8, and 8, SAR, pages 1-3, VT, page 6, JS3, pages 10-11, JS5 pages 3 and 7, JS7, page 2-6, JS9, page 2, JS10, pages 2-5 and 8, JS11, pages 2 and 8, JS15, pages 2 and 6, JS16, pages 3-6, JS18, pages, 2-6, JS19 pages 7 and 9, JS20, pages 4, 8 and 11, JS21, pages 2-4 and 10-12, JS23, pages 7-10, JS32, page 1, and JS46, pages 2-5.
- ¹⁰⁹ AFD, page 5-6, IPN, pages 2-7 and 8, JS10, pages 2-5, JS16, pages 3-6, JS18, pages, 2-6, JS20, page 2-3, JS23, pages 7-10, JS21, pages 10-12 and JS46, pages 2-3.
- ¹¹⁰ JS24 page 12.
- ¹¹¹ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.13, 148.29, 148.40, 148.46–47, 148.57–69, 148.71–74, 148.79–80, 148.95–98, 148.101–112, 148.129, 148.133, 149.6–7, 149.13–14, 149.18, 149.44, 150.26 and 151.16–17.
- ¹¹² AFD, page 5-6, AHD/IHD, pages 4-6, STOP RH, page 2, JS3, page 17, JS8, page 2 and 6-7, JS4, pages 7-8, JS47, pages 5 and 8 and JS48, pages 4-6 and 8.
- ¹¹³ IC-CP_inf_2019_2_Turkey.pdf, page 2.
- ¹¹⁴ GREVIO_Inf_2018_3_Turkey.pdf, para 282a GREVIO_Eval_rep_Turkey.pdf, para. 42a.
- ¹¹⁵ HRW, p. 7, KAGIDER, pages 1-5 and 8-10 and JS40, pages 6 and 9.
- ¹¹⁶ KAGIDER, pages 1-5 and 8-10.
- ¹¹⁷ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.1–4, 148.28, 148.34–35, 148.39, 148.42–44, 148.48–49, 148.82, 148.86–89, 148.99–102, 148.103, 148.108, 148.110–111, 148.113, 148.134, 148.137, 149.16–17 and 149.19–20.
- ¹¹⁸ JS47, page 7.
- ¹¹⁹ JS24, page 9 and JS48, page 8.
- ¹²⁰ JS24, pages 2 and 4, JS34, pages 8-9 and JS48, page 1 and 8.
- ¹²¹ JS48, page 1 and 8.
- ¹²² JS24, pages 6-7 and JS34, pages 2-4 and 6-10.
- ¹²³ JS34, page 5.
- ¹²⁴ GIEACPC, page 1 and JS48, pages 3 and 8. See also A/HRC/29/15, paras. 149.16 (Poland); and 149.17 (Slovenia).
- ¹²⁵ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.1, 148.4, 148.140–149 and 150.26.
- ¹²⁶ ESHID, pages 6-7.
- ¹²⁷ ESHID, pages 6-7 and JS40, p. 10.
- ¹²⁸ JS40, p. 10.
- ¹²⁹ JS24, page 9-10.
- ¹³⁰ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.78, 148.148–156, 149.4–5, 149.15, 149.33, 149.40, 150.26, 150.35–37, 150.46–49, 151.8 and 151.20–23.
- ¹³¹ IAPD, pages 5 and 7, JAI, pages 6 and 8, MAAT, pages 5-6 and JS30, pages 5-7 and 17.
- ¹³² JS30, page 4.
- ¹³³ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.85, 148.152–153, 149.1, 149.12, 149.45, 150.26, 150.47 and 150.50–51.
- ¹³⁴ DİSK, pages 5-6.
- ¹³⁵ IBAHRC, page 5.
- ¹³⁶ HRW, p. 7-8, JAI, pages 6-8 and JS24, pages 7-8.
- ¹³⁷ For relevant recommendations see A/HRC/29/15, paras. 148.35, 148.39, 148.44, 148.49, 148.89, 148.92 and 148.110.
- ¹³⁸ OTHERS, pages 3-4-9 and JS37 pages 3-7.
- ¹³⁹ JS48, page 7-8.
- ¹⁴⁰ JS37 pages 3-7.